

BRUXELLES

DEMAIN

LA SECURITE

EST UN DROIT FONDAMENTAL



INTERVIEW
Avec Dominiek Lootens

Page 6



ANALYSE
*Prix du stationnement:
la martingale fiscale en
2022*

Page 9

DEVENIR MEMBRE?

25,00 EUR:
adhésion de soutien

12,50 EUR:
adhésion normale

Montant à verser sur le compte du
Vlaams Belang **BE39 4352 0249
1119** en mentionnant votre nom
et prénom ainsi que votre adresse
complète.

Vous recevrez le Vlaams Belang
Magazine ainsi que les publications
de l'antenne bruxelloise.

NOUS CONTACTER?



**Madouplein 8/4
1210 BRUSSEL**

**Place Madou 8/4
1210 BRUXELLES**



02/219 34 67



brussel@vlaamsbelang.org



**vlaamsbelangbrussel.be
vlaamsbelangbruxelles.be**



@vlaamsbelangbrussel



EDITORIAL

QUELLE LEÇON TIRER DES ÉVÉNEMENTS?

Pouvons-nous montrer notre empathie pour les femmes et les enfants Ukrainiens qui fuient la guerre? Sans aucun doute. De nombreux Flamands et Bruxellois, dont de nombreux membres du Vlaams Belang, ont ouvert leurs portes pour les accueillir. En cela le Vlaams Belang est logique avec lui-même parce qu'il a toujours prôné l'accueil des réfugiés dans leur propre région du monde. Si vous traversez l'Allemagne et la Pologne, vous arrivez déjà en Ukraine. Il est donc parfaitement logique que nous fassions notre part pour accueillir des réfugiés d'Ukraine qui sont nos frères européens.

Ce qui est moins logique, c'est que le gouvernement Vivaldi s'est trouvé contraint de d'abord s'appuyer sur des citoyens ordinaires pour trouver des abris pour ces personnes en détresse. Par ailleurs, l'accueil et l'enregistrement des réfugiés ukrainiens sont encore très chaotiques au moment d'écrire ces lignes. Alors que les citoyens de ce pays montrent leur meilleur côté, le gouvernement ne se montre absolument pas à la hauteur.

Alors comment se fait-il que des pays comme la Hongrie et la Pologne puissent bien faire les choses? C'est certainement dû au fait que ce sont précisément ces pays qui ont protégé leurs frontières contre les chercheurs de bonne fortune venus du monde entier ces dernières années, et il y a aussi nos propres limites. Les immigrés n'entrent pas en Pologne et en Hongrie pour y séjourner, mais pour continuer leur voyage vers l'Allemagne, le Royaume-Uni et aussi la Belgique. L'Europe, au lieu de remercier les Polonais et les Hongrois pour avoir défendu les frontières européennes, les a pointés du doigt et couverts de sanctions. Cette attitude scandaleuse est à mettre au triste crédit de l'élite politique européenne, dont la Belgique fait partie bien entendu.

Aujourd'hui, il y a au moins 100.000 clandestins à Bruxelles. Nos centres d'asile sont pleins et nous savons que plus de la moitié des demandes d'asile sont frauduleuses. Comme toutes les places sont prises par une grande quantité de faux réfugiés, maintenant qu'il y a une crise qui touche des réfugiés Européens notre gouvernement doit frapper à la porte de nos concitoyens.

Lorsque les réfugiés européens avaient besoin d'aide, la Pologne et la Hongrie ont pu fournir une assistance immédiate. Pendant ce temps-là, l'hôtel Belgium affichait complet. Il est grand temps d'en tirer les leçons, dont celle-ci: les Africains doivent avant tout être aidés en Afrique et en aucun cas en Europe.



Bob De Brabandere
Président du Vlaams Belang Bruxelles

UN CENTRE POUR ILLÉGAUX QUI INCITE AU TRAFIC DES ÊTRES HUMAINS

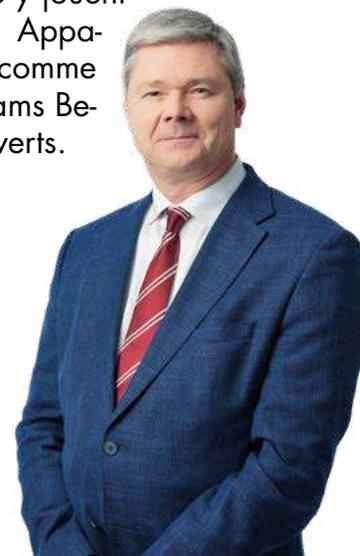
«Malgré la mauvaise situation financière, le gouvernement bruxellois est prêt à payer des millions pour un centre d'accueil pour les illégaux. Une décision prise contre la volonté du gouvernement fédéral qui envoie ainsi un message clair aux trafiquants d'êtres humains d'ici et de l'étranger, à savoir que chez nous, tout est possible», réagit le Chef de Groupe du Vlaams Belang au Parlement bruxellois, Dominiek Lootens-Stael». Le ministre-président bruxellois Rudi Vervoort (PS) défend l'idée de son gouvernement bec et ongles et est toujours en pourparlers avec les services fédéraux sur l'approche globale du problème et sur la demande bruxelloise d'une intervention financière du fédéral pour ce centre. Le profil de la coopération entre la Région bruxelloise et le fédéral n'est pas encore bien déterminé.

Au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale, Rudi Vervoort a été mis sur le gril concernant l'achat controversé de ce fameux centre d'accueil et de transit pour migrants. Il s'agit ici de migrants qui séjournent illégalement dans le pays mais qui sont en transit vers un autre pays d'accueil éventuel. Il s'agit souvent d'immigrants illégaux bloqués à Bruxelles en route vers le Royaume-Uni par des voies de contrebande. Cependant, selon le gouvernement bruxellois, l'initiative s'inscrit dans une politique plus large sur les sans-abri et l'idée est d'informer ces gens sur la meilleure manière de régulariser leur situation. Le gouvernement fédéral, de son côté, veut encourager les personnes qui ne demandent pas l'asile à rentrer volontairement chez eux. Pour ce faire, le fédéral souhaite faire appel à des «coaches» pour faciliter leur retour.

Pour Dominiek Lootens-Stael, «Bruxelles est une plaque tournante du trafic international des êtres

humains et un pôle d'attraction pour les clandestins». Il ajoute: «Le Vlaams Belang suit en partie l'analyse du gouvernement bruxellois selon laquelle le niveau fédéral fait trop peu face à la présence importante et problématique de personnes qui n'ont pas de titre de séjour légal en général et à Bruxelles en particulier. Ce qu'il faut, c'est une politique de recherche proactive des illégaux et les rapatrier vers leurs pays d'origine, de gré ou de force.»

La majorité politique bruxelloise actuelle ne fait rien à ce sujet, au contraire, elle encourage le trafic des êtres humains», conclut le leader bruxellois du Vlaams Belang au sein du Parlement bruxellois. Une politique peut être à la fois stricte et humaine. Si aucune mesure n'est prise contre les séjours illégaux et les abus du droit d'asile, il deviendra impossible d'accueillir encore les personnes qui en ont vraiment besoin et il y aura toujours plus de victimes du trafic des êtres humains. La politique menée par la majorité politique de gauche à Bruxelles menace de créer un effet d'attraction pour les immigrants illégaux de la planète entière. Rappelons tout de même que le récent procès contre le gang de passeurs vietnamiens a clairement montré que Bruxelles est une plaque tournante importante du trafic international des êtres humains et que certains chauffeurs de taxi bruxellois d'origine marocaine y jouent un rôle logistique important. Apparemment, dans ce dossier comme dans tant d'autres, seul le Vlaams Belang semble avoir les yeux ouverts.



Dominiek Lootens-Stael

Député et Chef de Groupe au Parlement bruxellois

LE RAPPORT SUR LA «DÉCOLONISATION» EST À CÔTÉ DE LA PLAQUE!

C'est avec son habituel bon sens que Dominiek Lootens déclare que «enlever des statues ou changer les noms des rues n'a encore réparé aucune injustice» en réponse au rapport que le Secrétaire d'Etat bruxellois au Patrimoine Pascal Smet (One.Brussels-Vooruit, socialiste) a reçu du Groupe de travail sur la décolonisation. Dominiek Lootens ajoute, non sans malice: «Je pense que nous devrions nous concentrer sur les problèmes d'aujourd'hui et non sur les préoccupations de militants «woke» qui voient des problèmes partout.»

Ce rapport a fait l'objet d'une réunion de la commission parlementaire de la Chambre qui examine le passé colonial de la Belgique. Pascal Smet a indiqué que les recommandations du Groupe de travail bruxellois «Décolonisation de l'espace public en Région bruxelloise» devraient désormais être étudiées et débattues par les différents niveaux politiques.

Entre autres choses, le rapport plaide en faveur du retrait d'un certain nombre de statues de nos rues. La proposition la plus frappante est d'enlever et même de faire fondre la statue équestre de Léopold II située sur la place du Trône. Selon Pascal Smet, aucune décision n'a encore été prise. Selon lui, cela nécessitera une coopération entre le niveau fédéral et le niveau régional. Nous ne doutons pas qu'à la lecture de ceci de nombreux lecteurs de «Bruxelles Demain» seront proche de la syncope. On se retrouve en pleine folie furieuse. Rappelons à ces olíbrius haineux qu'un iconoclasme n'est pas une décolonisation et certainement pas une réponse à la question de la reconnaissance de quoi que ce soit».

«Ce n'est pas à nous de défendre la réputation de Léopold II, mais dans le passé colonial, des choses désagréables se sont produites de tous côtés et à des moments différents. Il est important d'étudier et d'interpréter ces éléments de manière équilibrée, mais je ne vois pas l'iconoclasme comme une solution aux souffrances passées. Je pense que nous devrions nous concentrer sur le présent et l'avenir. Les enjeux bruxellois sont multiples, sociaux et économiques notamment, mobilisons-nous sur ces sujets-là en priorité! », souligne Dominiek Lootens.

Le député fédéral Kurt Ravyts, du Vlaams Belang également, estime qu'il ne faut pas effacer l'histoire comme ça d'un trait, même s'il s'agit d'un passé difficile à digérer: «La Flandre, avec sa capitale Bruxelles, fait toujours partie de l'histoire belge. Pour nous, nationalistes, le patrimoine est important, même lorsque ce patrimoine concerne des membres de la monarchie belge. Nous ne sommes pas des négateurs ou des faussaires de l'histoire».

La statue en question ne fait pas référence à la période coloniale et elle ne glorifie pas les actions de ce roi dans sa colonie alors privée. Il ne peut être question pour nous de déplacement ou de démolition de ce qui est notre patrimoine et notre histoire. L'histoire est ce qu'elle est. Nous sommes également très sceptiques quant au changement des noms de rues au nom de la décolonisation. Tout ceci fait partie d'une stratégie générale de dépossession de notre identité au profit d'une société indifférenciée, sans histoire, sans culture, multiculturelle et multiraciale. De l'uniformité naît l'ennui et c'est ainsi que finalement les civilisations meurent. Gardons toujours cela à l'esprit.



«Pour nous, nationalistes, le patrimoine est important, même lorsque ce patrimoine concerne des membres de la monarchie belge. Nous ne sommes pas des négateurs ou des faussaires de l'histoire»

INTERVIEW AVEC DOMINIEK LOOTENS, DÉPUTÉ ET CHEF DE GROUPE DU VLAAMS BELANG AU PARLEMENT BRUXELLOIS

Quelles sont les raisons pour lesquelles les Bruxellois devraient opter pour le Vlaams Belang?

Dominiek Lootens : *L'islamisation, la lâcheté des élites, la trahison des politiques, l'inversion des valeurs et une forme accélérée de décadence nous mettent en danger immédiat, nous et nos enfants et nos petits-enfants. Seul un sursaut salvateur est de nature à renverser la vapeur pour sortir de cette spirale mortifère, seuls des partis nationalistes sont de nature à sauver notre identité, notre souveraineté et nos libertés. C'est le cas du Rassemblement National en France, du FPÖ en Autriche, du PVV aux Pays-Bas, de l'AFD en Allemagne, de la Lega en Italie, avec bien d'autres et c'est le cas naturellement du Vlaams Belang en Flandre et à Bruxelles (tous ces partis politiques sont unis dans un groupe parlementaire au sein du parlement européen), mais aussi de Viktor Orban en Hongrie, des nationalistes Polonais, Estoniens, Finlandais, Danois, etc, etc, etc. Ainsi, porter son suffrage sur les listes du Vlaams Belang, ce n'est pas seulement faire un choix politique ponctuel dans un contexte national donné, c'est aussi participer à la grande révolution des âmes qui brûlent aujourd'hui sur notre vieux continent.*

Les partis traditionnels, y compris la N-VA, veulent s'adjuger nos voix en faisant comme toujours de grandes promesses. Des promesses qui seront vite

oubliées dès après les élections. En réalité, on nous sert toujours exactement la même politique, c'est-à-dire encore plus de criminalité, encore plus d'immigration et toujours plus de restrictions pour notre propre peuple. Mais tous ces partis ont quelque chose en commun: ils détestent le Vlaams Belang. Il est vrai que le Vlaams Belang est le seul parti politique qui dit la même chose avant et après les élections, qui dit dans tous les Parlements ce que vous pensez, qui ne s'enrichit pas en s'accaparant des postes ministériels très rémunérateurs, qui veut économiser sur le coût de l'immigration et qui choisit toujours NOS gens d'abord! Il est plus que temps que les élites écoutent ce que les simples citoyens ont à dire.

Qu'est-ce que le Vlaams Belang propose aux Bruxellois?

Dominiek Lootens : *Le Vlaams Belang veut recréer une Région bruxelloise où chaque femme, chaque senior, chaque enfant, chaque Bruxellois dans n'importe quel quartier à quelque moment de la journée peut déambuler tranquillement en toute sécurité. Qui peut être opposé à cela? Pourtant, l'insécurité générale s'aggrave dans notre ville. Certains quartiers sont devenus des zones "interdites" où les trafiquants de drogue et les bandes criminelles sont maîtres et où la police reçoit pour instruction de l'autorité politique de*

ne pas y intervenir. Le Vlaams Belang veut le rétablissement de l'ordre et de la loi dans notre ville. Pour y arriver, nous faisons des propositions très concrètes: le Vlaams Belang propose de construire une prison à Bruxelles pour les criminels mineurs qui forment un danger pour la société. Les émeutiers détenant une nationalité étrangère doivent être rapatriés à destination de leur pays d'origine, accompagnés de leurs parents s'il s'agit de mineurs. Seule une politique de lutte contre la criminalité extrêmement rapide, combinée avec la tolérance zéro, peut rétablir l'ordre et la loi à Bruxelles. Enfin, nous voulons que le droit à la légitime défense soit être élargi à la protection des biens. Aujourd'hui, celles et ceux qui défendent leurs biens, risquent de faire l'objet de poursuites en vertu de l'état actuel de la législation. On en arrive alors à cette absurdité complète de voir des victimes traitées en criminels et le criminel endosser un statut de victime. C'est vraiment le monde à l'envers et cela doit stopper!

Existe-t-il un «grand remplacement» à Bruxelles ?

Dominiek Lootens : En effet, il est loin d'être absurde de parler de grand remplacement ici à Bruxelles. Notre ville connaît un bouleversement sociologique qui ne cesse de s'accroître. La réalité est que ce bouleversement n'est pas toujours un enrichissement, contrairement à ce qu'on veut vous faire croire. Le halal obligatoire à l'école, des autochtones bruxellois qui se font tabasser en rue parce qu'ils ont osé manger quelque chose en rue durant le Ramadan, le marché de Noël qui se transforme en marché d'hiver et Pâques qui devient printemps et Saint-Nicolas qui se voit flanqué d'un père Fouettard blanc et les foulards dans nos écoles et les conflits étrangers qui trouvent leurs prolongements en véritables batailles rangées dans nos rues.... Notre propre culture, nos normes et nos valeurs sont mises en danger par ces changements sociologiques radicaux et par l'islamisation galopante de Bruxelles. Il est donc grand temps que s'opère une véritable révolution concernant la place de notre identité dans notre ville. D'abord, notre identité doit primer sur tout. Ce sont nos lois, nos normes et nos valeurs qui doivent constituer l'axe central de notre société. Qui veut venir chez nous et s'installer doit s'adapter à notre manière de vivre et à nos lois et non l'inverse. Même les

allochtones de bonne volonté, c'est-à-dire ceux qui sont prêts à s'adapter, ont intérêt à ce que l'église revienne au milieu du village. Ceux-là seront récompensés pour leurs efforts et les autres pourront tirer les conclusions qui s'imposent. C'est la condition pour que les Bruxellois se sentent à nouveau chez eux à Bruxelles.

Bruxelles est un véritable fatras institutionnel où plus personne ne s'y retrouve, qu'en pensez-vous?

Dominiek Lootens : Bruxelles s'est dotée d'un labyrinthe de structures, d'organisations et d'asbl douteuses où l'enrichissement personnel semble être le fil conducteur. Les scandales liés au



SamuSocial et de nombreuses autres institutions nous l'ont péniblement démontré. Le Vlaams Belang veut reconfigurer les structures bruxelloises de telle sorte qu'elles ne soient plus au service de profiteurs patentés mais bien, comme il se doit, au service de la population.

On connaît la ritournelle au sujet des nominations politiques. Les hauts fonctionnaires sont nommés par les partis politiques afin de s'accaparer d'une partie du pouvoir au sein des administrations. Cela veut dire que quiconque dispose du bon appui politique a des chances d'être nommé à un poste de haut fonctionnaire. Les partis politiques

considèrent l'autorité et son administration comme leur propriété. Plus l'autorité enfle, plus il y a de postes à distribuer. Plus son propre parti est important, plus grande sera sa part dans les nominations politiques.

Pour rendre la politique plus transparente, nous faisons des propositions très concrètes: la fusion des 19 CPAS en un seul organisme avec des antennes locales, la fusion des sociétés de logement social, la limitation drastique des ASBL communales et l'abolition des jetons de présence dans les ASBL et l'abolition des nominations politiques.

Quelle est votre ambition pour Bruxelles ?

Dominiek Lootens : Être à nouveau fiers de Bruxelles. Au fond, c'est ce que beaucoup de Bruxellois souhaitent. Malheureusement cette fierté est difficile à trouver aujourd'hui. La corruption, la gestion catastrophique, la petite et la grande criminalité, la saleté de nos rues et un métro puant, ... Autant de dérives qui, hélas, n'étonnent plus personne dans la Région de Bruxelles-

Capitale. Pire encore, ces problèmes peuvent être objectivement constatés par tout le monde, mais le monde politique semble complètement aveugle à cet égard. On finit par croire que tout ceci est parfaitement «normal» dans notre capitale. En fait, les Bruxellois ne se résignent pas à ce défaitisme. Le Vlaams Belang est le seul parti politique qui ose nommer clairement les problèmes sans se soucier du politiquement correct et il formule des propositions réalistes et réalisables. Le monde politique doit clarifier ses priorités, à savoir d'abord et avant tout rétablir un Bruxelles où les Bruxellois se retrouvent au centre de toutes les préoccupations. C'est notre ambition et c'est le sens de mon engagement politique.

Merci Dominiek Lootens pour ce long entretien plein d'enseignement et porteur d'un réel espoir pour Bruxelles dans le futur.

Dominiek Lootens : C'est moi qui vous remercie



NE PAS OUBLIER, NE PAS PARDONNER
ATTENTATS DE BRUXELLES, 22 MARS 2016

de g. à dr.: députés Dominiek Sneepe, Ortwin Depoortere et le Sénateur Bob De Brabandere



PRIX DU STATIONNEMENT : LA MARTINGALE FISCALE EN 2022

Le citron est pressé de tous les côtés: la ville de Bruxelles qui facture dix euros de l'heure pour le stationnement pendant le marché de Noël, Molenbeek-Saint-Jean qui rend le stationnement payant jusqu'à 21 heures pour les visiteurs ou encore la ministre bruxelloise de la Mobilité, Elke Van den Brandt (Groen) qui exige 500 euros pour une troisième carte de résident, etc, etc, etc... Ces derniers mois ont été caractérisés par une surenchère d'initiatives et d'annonces pour renforcer à nouveau la politique de harcèlement à l'encontre des automobilistes. Seulement cette fois-ci le timing est vraiment très mal choisi.

Les citoyens doivent faire face à une crise après l'autre et le point de saturation sera bientôt atteint. En plus de la crise sanitaire, les Bruxellois doivent faire face à une série de problèmes structurels contre lesquels il est particulièrement désarmé: l'explosion des prix de l'énergie, le prix des loyers devenus insupportables, une insécurité généralisée et un délabrement inquiétant de la ville. A cela s'ajoute une cascade de faillites dans tous les secteurs, des CPAS qui ne savent plus suivre la croissance dramatique de la pauvreté, un déficit budgétaire abyssal et le prix des carburants qui atteignent des sommets. Bref, cela ne va pas du tout à Bruxelles. Cerise sur ce mauvais gâteau, en 2022, il y aura une augmentation supplémentaire des tarifs de stationnement et l'interdiction d'environ 10.000 voitures dans la zone à faibles émissions (LEZ) et enfin, de nouveaux plans de circulation qui se traduiront par des places de stationnement supprimées et des embouteillages à n'en plus finir.

A mi-parcours de la législature, les trois ministres verts bruxellois sont quant à eux très satisfaits du «travail» accompli. Cela semble ironique, mais Elke Van den Brandt (Groen), Alain Maron (Ecolo) et Barbara Trachte (Ecolo) soulignent en chœur que «Bruxelles devient chaque jour une ville plus agréable à vivre, plus durable et plus tournée vers l'avenir». Ne soyons pas étroit d'esprit, des initiatives positives sont à noter, mais lorsqu'il s'agit de les mettre en pratique, le constat est toujours le même. Il s'agit d'initiatives portées par une vision dogmatique et radicale de l'écologie politique. Le résultat est que les citoyens ont souvent l'impression qu'on met la charrette avant les bœufs. La politique de stationnement et la vision de la mobilité qui l'accompagne en sont un bon exemple.

Malgré la crise sanitaire et la conjoncture économique défavorable qui en est le corollaire, la ministre de la Mobilité défend bec et ongles sa volonté d'augmenter les tarifs de stationnement. Dans les autres capitales européennes, les tarifs de stationnement seraient sensiblement plus élevés qu'à Bruxelles, c'est pourquoi, selon elle, ils devraient également augmenter à Bruxelles. Mais Bruxelles n'est pas Copenhague, Genève ou Paris. La situation y est très différente: un pouvoir d'achat plus élevé, une mentalité différente ou une infrastructure de métro et de vélo plus étendue. Dans la presse, Madame Van den Brandt soulève aussi régulièrement l'argument selon lequel une majorité de Bruxellois ne possèdent pas de voiture. A l'inverse, on peut dire que 47% des Bruxellois possèdent une voiture, dont 24% appartiennent au groupe le plus pauvre.

Le problème n'est pas que la ville de demain serait inimaginable avec moins de voitures, mais bien le manque d'alternatives qui devraient aider à cette évolution. Le résultat est que nous vivons chaque jour un chaos absolu.

D'une part ils font tout pour chasser les automobilistes hors de la ville par des tarifs de stationnement élevés, des taxes kilométriques et une zone à faibles émissions, mais d'autre part, ils ne sont guère en mesure de proposer des alternatives structurelles. Chaque jour 190.000 navetteurs entrent dans la capitale, mais la Région ne dispose que de 2.727 places de stationnement dans les parkings périphériques, alors qu'il aurait dû y en avoir 10.000 en... 2010. Le gouvernement bruxellois veut éloigner les voitures polluantes de la ville, mais il n'existe qu'un petit millier de bornes de recharge. Les partis écologistes souhaitent dissuader les automobilistes de circuler en ville afin de générer un air sain pour les habitants, mais ils créent eux-mêmes des embouteillages et ralentissent la circulation en raison de leurs plans de circulation bâclés. Vous l'avez compris, les problèmes sont loin d'être résolus. Ils sont même singulièrement aggravés.

La réalité est que Bruxelles vit au-dessus de ses moyens et elle se rend compte peu à peu que les déficits budgétaires à répétition deviendront bientôt très problématiques. Le gouvernement utilise la transition écologique comme alibi moral pour déguiser une triviale collecte de taxes supplémentaires. Le déficit budgétaire est le résultat d'un déclin économique sans précédent, lui-même causé par l'exode de la classe moyenne bruxelloise vers le reste de la Flandre et aussi vers la Wallonie. Les Bruxellois

quittent leur ville parce que rien n'a changé en vingt ans en termes d'insécurité, de déclin général ou de pression fiscale. Toute tentative d'y remédier est dépeinte comme antisociale ou discriminatoire. Ceux qui n'apportent rien à la société sont davantage aidés tandis que ceux qui travaillent sont toujours davantage pressés comme des citrons. Bref, la ville a perdu tout son attrait et s'enfonce de plus en plus dans la décrépitude et la déréliction.

Arrivé à la moitié de la législature, ce gouvernement a une fois de plus prouvé qu'une rupture avec cette tendance mortifère n'est pas à l'ordre du jour. La question de l'augmentation des tarifs de stationnement en est la parfaite illustration. Avec des tarifs de stationnement plus élevés on espère alimenter la caisse de la Région. Tous les moyens semblent bons pour soutirer l'argent des contribuables: scanner des véhicules, multiplication des radars, caméras ANPR, contrôles de police, etc. Cet argent doit servir à combler les trous gigantesques que la gestion socialiste génère exercice fiscal après exercice fiscal. Pendant ce temps-là, les problèmes structurels continuent tout simplement d'exister, de

« La réalité est que Bruxelles vit au-dessus de ses moyens et elle se rend compte peu à peu que les déficits budgétaires à répétition deviendront bientôt très problématiques »

se développer et d'être niés. Dans certains quartiers, la police ne peut plus patrouiller sans se faire caillasser, les seniors ne peuvent plus se débrouiller avec leur retraite mensuelle, les commerces font faillite car les clients ne veulent plus se rendre en ville. Mais rassurez-vous: il y a plus d'espaces verts, plus de pistes cyclables et moins de voitures. La situation est surréaliste, alors que la Région est à l'agonie, les partis au pouvoir Ecolo et Groen sont très satisfaits de leur «travail» et envisagent l'avenir avec une confiance béate et puérile. On pourrait en sourire si la situation n'était pas aussi grave.





LA SÉCURITÉ EST UN DROIT FONDAMENTAL

PAS DE LIBERTÉ SANS SÉCURITÉ

La situation de la sécurité à Bruxelles est devenue complètement incontrôlable. Il y a des quartiers entiers où même la police n'est plus en sécurité, et donc le citoyen ordinaire l'est encore moins.

Les femmes n'osent plus y sortir seules après le soir et parfois même en pleine journée. Les commerçants sont molestés, braqués, volés et vandalisés. Beaucoup de Bruxellois hésitent à sortir le chien après le coucher du soleil. Les trafiquants et usagers des drogues font désormais partie du paysage urbain et gare à celui ou celle qui aurait l'outrecuidance de s'en plaindre ouvertement.

Les Bruxellois connaissent que trop bien ces problèmes mais les politiciens des partis du système les ignorent. Il est donc temps d'adopter une approche différente.

Cette approche doit rompre avec l'angélisme et les effets d'annonce rassurants qui ne servent qu'à cacher les faits. Personne de sensé ne peut comprendre pourquoi les autorités politiques et même policières (à partir d'un certain grade dans la police il faut la carte du «bon» parti, notamment pour devenir commissaire en chef d'une zone de police à Bruxelles par exemple) refusent de nommer un chat un chat et un jeune criminel allochtone un jeune criminel allochtone.

Il y a un lien direct, évident et incontestable entre la criminalité et l'immigration. La répartition de la po-

pulation carcérale le démontre et il suffit de faire un tour au Palais de Justice de Bruxelles le matin pour comprendre la gravité de ce problème.

Pourtant il est très difficile d'avoir des statistiques officielles parce que le profilage ethnique est interdit. Comme si le fait de nier l'évidence allait empêcher les gens de comprendre ce qui se passe. La toute première chose à faire consiste donc à évacuer les tabous puérils qui empêchent de faire une étude objective de la criminalité. C'est la base scientifique indispensable pour réfléchir de façon sérieuse aux problèmes que nous rencontrons et qui sont devenus gigantesques et quasi insoluble en raison de l'omerta d'Etat qui est imposée sur ces questions.

Il n'est plus utile de rappeler que le Vlaams Belang est le seul parti qui fait de la sécurité et de l'immigration deux thèmes essentiels de son travail politique. Par contre, il n'est pas compréhensible que ces deux thèmes soient pratiquement totalement ignorés par les autres partis du paysage politique de notre pays.

Sans sécurité il n'y a pas de liberté, au singulier et au pluriel: la liberté de réunion, la liberté de se déplacer, la liberté de s'exprimer sans risquer de représailles, liberté d'entreprendre sans risquer d'être racketté et/ou blessé, liberté d'habiter où on le souhaite, liberté de choisir un établissement scolaire pour nos enfants où les valeurs européennes et notre mode de vie, y compris de se nourrir, restent majoritaires. Liberté de manger en rue en période de ramadan, liberté pour les femmes de s'habiller à

l'européenne dans toutes les rues du Bruxelles sans risquer de se faire insulter et cracher dessus, liberté de ne pas être d'accord avec les dogmes multiculturels et de le dire haut et fort, liberté de dire que toutes les civilisations ne se valent pas si on en a la conviction, liberté de vieillir en toute quiétude dans sa propre ville et liberté de grandir en toute insouciance dans la ville qui vous a vu naître. Bref, sans sécurité pas de liberté et pas de civilisation.

Ci-dessous nous rappelons un résumé très succinct de nos propositions.

1 Cartographier le problème

Les quartiers à problèmes doivent être cartographiés grâce à une collaboration entre la police et les habitants et ce sans les moindres tabous politiquement corrects. Cela permettra de concevoir une politique sécuritaire sur mesure.

2 Présence policière accrue

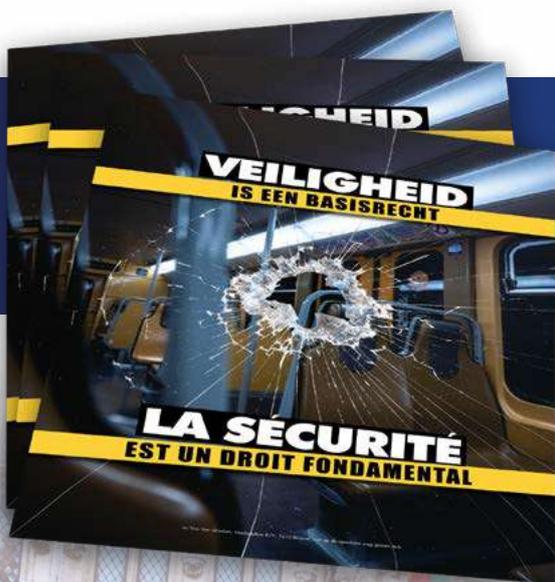
Il faut une présence policière renforcée dans les quartiers à problèmes. Si cette présence renforcée rencontre une résistance des auteurs de troubles, alors il faudra patrouiller d'autant plus et encore renforcer le dispositif.

3 Des peines effectives et une justice rapide

La justice doit à nouveau avoir un caractère dissuasif. Les plus petits délits doivent également être poursuivis avec toute la force nécessaire. En particulier dans les quartiers à problèmes.

4 Expulsion des criminels étrangers

Quasi un détenu sur deux est étranger et un détenu sur trois est illégal sur notre territoire. Qui séjourne chez nous illégalement et/ou commet des faits criminels doit être inexorablement expulsé.



Commandez la brochure dès maintenant via:

Par mail: bruxelles@vlaamsbelang.org

Par téléphone: 02 219 34 67

Elle vous sera gratuitement envoyée à votre domicile !





LA SÉCURITÉ EST UN DROIT FONDAMENTAL

... AUSSI POUR NOS PHARMACIENS

Les pharmaciens, comme tant d'autres, ont été en première ligne pour aider vos concitoyens à surmonter le mieux possible cette période si difficile qu'a été la crise sanitaire. Qu'ils en soient chaleureusement remerciés. Cependant, crise sanitaire ou pas, les pharmaciens n'ont pas cessé d'être la cible privilégiée d'une criminalité de plus en plus violente.

De plus en plus de pharmaciens vivent la peur au ventre parce qu'ils ont déjà été victimes d'une agression violente pour quelques euros ou des médicaments ou qu'ils connaissent un confrère qui a vécu une telle expérience traumatisante. Malheureusement nous ne disposons pas de chiffres très récents, néanmoins, en 2017, les pharmaciens ont été victimes de 3.403 vols à main armées dont 808 à Bruxelles. Pire encore, toujours en 2017, on recense 15.550 vols avec violence sans arme dont 6.280 à Bruxelles. Sans parler des 21.075 faits de vols dénombrés cette même année 2017.

Ces chiffres sont extrêmement inquiétants. Les pharmaciens sont unanimes pour dire que s'ils n'ont pas toujours peur au quotidien, ils y pensent tout de même tous les jours. Le danger est toujours là.

Cette réalité implique que les pharmaciens sont obligés d'investir des sommes considérables pour assurer leur sécurité et celle de leurs clients (alarmes, caméras, gardiennage, etc...).

Pour le Vlaams Belang, il faut bien entendu que toutes les possibilités de la techno prévention soient mises à la disposition des pharmaciens et que les pouvoirs publics assument 100% des coûts. C'est parfaitement logique: si l'autorité publique n'est pas en mesure de protéger sérieusement les pharmaciens, alors elle doit prendre en charge ces factures. Par ailleurs il faut rappeler le rôle social majeur des pharmaciens, en temps de crise sanitaire, mais aussi avant et après celle-ci. Cela vaut bien un petit effort, surtout au vu du niveau d'imposition que nous subissons tous dans

ce pays.

Pour nous, le fléau de l'insécurité qui frappe les pharmaciens s'explique par le manque de moyens en personnel et en matériel de la police et par le laxisme de la Justice qui crée une impunité de fait. S'il n'est pas question de créer un «Etat policier», il faut néanmoins que la sécurité de tous nos concitoyens soient assurée. La sécurité est un droit inaliénable.

Le Vlaams Belang a donc adressé à tous les pharmaciens de la capitale un folder bilingue afin de préciser nos propositions pour les protéger et pour protéger leur clientèle. Nous avons déjà reçu de nombreuses réponses de leur part qui sont toutes le reflet d'un sentiment d'abandon de la part de l'autorité publique. Il ne nous étonne guère que certaines communes de Bruxelles semblent plus touchées par la violence à l'égard des pharmaciens que d'autres. C'est évidemment la traduction du changement de population que ces communes ont vécues ces dernières décennies. La question fondamentale que nous devons poser est la suivante: une société qui n'est plus en mesure d'assurer un droit fondamental comme la sécurité physique de ses concitoyens et qui laisse la barbarie prendre possession de l'espace public est-elle encore une civilisation?





SUSPENSION DES ALLOCATIONS FAMILIALES: L'ENFUMAGE TOTAL!

Combien de fois n'avons-nous pas entendu nos concitoyens dire au sujet de ces jeunes émeutiers qui cassent tout ce qu'ils trouvent ou qui se comportent en sauvages qu'il suffit de retirer leurs allocations familiales pour qu'ils se calment un peu. Et bien, ce n'est pas si simple, malheureusement. L'instruction en Belgique est obligatoire de 5 à 18 ans et toute absence à l'école doit être justifiée par un mot des parents ou un certificat médical. Mais chaque élève a «droit» à neuf demi-jours d'absence justifiées au cours d'une même année scolaire.

Rappelons ici le principe de l'obligation scolaire: tout élève a l'obligation de fréquenter effectivement et assidument les cours. S'il ne le fait pas, la réglementation prévoit qu'il perde la qualité d'élève régulier et ne puisse dès lors plus prétendre à la sanction des études et donc à la réussite de son année scolaire. Il s'agit du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre (articles 85 et 93).

Le droit aux allocations familiales peut être suspendu temporairement si l'enfant bénéficiaire ne répond plus aux conditions requises pour bénéficier de celles-ci, comme dans le cas de l'absentéisme scolaire. Le droit aux allocations familiales peut également être suspendu lorsque l'étudiant de plus de 18 ans, bénéficiaire des allocations familiales, s'absente des cours

de manière injustifiée. L'octroi des allocations familiales est alors suspendu durant la période d'absence injustifiée.

La Fédération des associations de parents de l'enseignement officiel (Fapeo), interpellait l'opinion sur le doublement du nombre d'élèves en absence injustifiée au début de l'année 2021. Elle faisait ainsi écho à la situation complexe de l'enseignement obligatoire durant la crise sanitaire, particulièrement quand il s'agit du secondaire.

Au-delà de la situation particulière liée à la crise sanitaire, il est évident que l'application stricte de l'obligation scolaire est un élément essentiel dans la lutte contre la pauvreté et le chômage en région bruxelloise. On ne peut pas lutter sérieusement contre le décrochage scolaire si on n'utilise pas pleinement les moyens dont nous disposons et la suspension des allocations familiale est sans aucun doute un outil efficace à cet égard. Il convient de l'appliquer sans le moindre atermolement dans l'intérêt même des élèves et des finances publiques, c'est-à-dire des contribuables.

Au vu des chiffres évoqués, il ne peut pas faire de doute que le principe de la suspension des allocations familiales pour absentéisme scolaire aura été appliqué à de nombreuses reprises.

Depuis le 1er janvier 2020, c'est la Région bruxelloise qui gère les allocations familiales sous la responsabilité du ministre Bernard Clerfayt. Le Vlaams Belang par la voix de son Chef de Groupe lui a posé les questions suivantes:

1. Quels critères prévalent à une décision de suspendre les allocations familiales pour absentéisme scolaire. Le dépassement du nombre de jours d'absences injustifiées suffit-il à déclencher automatiquement le processus de suspension ou existe-t-il d'autres facteurs d'ordre plus subjectifs intervenant dans la décision et si oui, lesquels?

Réponse du Ministre: un enfant de moins de 18 ans est bénéficiaire des allocations familiales sans la moindre condition, comme par exemple l'obligation scolaire.

Vous avez bien lu. Sans la moindre condition! Qui s'étonnera encore des chiffres vertigineux de l'absentéisme scolaire?

2. Les chefs d'établissements scolaires ont-ils l'obligation de transmettre les cas d'absentéisme scolaire, et si oui à quel organe et combien de dossiers d'absentéisme scolaire pouvant donner lieu à une suspension des allocations familiales ont été transmis par les chefs d'établissements?

Réponse du Ministre : l'enseignement relève des communautés et il n'existe pas à ce jour d'accords entre la Région (qui paye les allocations) et les communautés (qui organise l'enseignement et qui donc peuvent signaler les manquements à l'obligation scolaire) en ce qui concerne les plus de 25 ans qui seuls doivent rencontrer une obligation de présence scolaire.

Les bras nous en tombent. Ceci illustre le surréalisme qui caractérise les institutions de ce pays en général et de Bruxelles en particulier. Un organe qui paye une allocation et un autre organe qui doit informer cet organe sur son contrôle de l'application des conditions de l'octroi de l'allocation, mais il n'y a pas de liens structurels qui lie les deux organes de telle sorte qu'en réalité il n'y a aucun contrôle et que les allocations continuent à être payées, que les conditions d'octroi requises soient rencontrées ou non.

Quelle lamentable pétaudière. Comme dirait l'autre: et tout ça avec notre argent!

3. Combien de décisions de suspension temporaire des allocations familiales pour absentéisme scolaire ont-elles été appliquées depuis le 1er janvier 2020?

Réponse du Ministre: L'information sur le nombre de suspensions des allocations familiales pour absentéisme scolaire est difficile à obtenir parce que la raison de la suspension n'est pas indiquée dans les banques de données de l'organe qui gère les allocations familiales. On signale bien 2 informations ouvertes par l'organe chargé des allocations familiales pour absentéisme scolaire en 2021 et une information pour 2020.

Faut-il en rire... en pleurer? Trois cas en 2 ans, sans même savoir si ces «informations» ont abouti à une suspension effective, on se fout du monde. Et une banque de données qui contient des informations incomplètes qui ne permettent aucun contrôle démocratique sur le fonctionnement de l'institution. Tout cela sent l'enfumage à plein nez.

En conclusion nous avons le sentiment très net que tout est fait pour préserver les revenus des familles allochtones dont la progéniture ne respecte pas l'obligation scolaire. Une fois de plus les partis politiques au pouvoir à Bruxelles veulent à tout prix préserver leur électoralat allochtone. En conséquence **le Vlaams Belang va interpeller le gouvernement bruxellois** à ce sujet et va introduire **un projet d'ordonnance qui vise à étendre la possibilité de la suspension des allocations familiales pour les élèves qui commettent des crimes et délits.** Si les parents de ces élèves ne sont pas capables d'éduquer correctement leurs enfants, il n'est pas acceptable que ceux-ci jouissent des allocations qui doivent en principe les aider à cette éducation. Il n'y a rien de plus évident et de plus logique.

Une fois de plus, seul le Vlaams Belang a su débusquer les petites combines administratives qui favorisent certaines communautés au détriment de la nôtre et une fois de plus nous voyons que les politiciens des partis immigrationnistes sont prêts à tout pour prendre l'électorat allochtone dans le sens du poil et ainsi, par calcul ou par bêtise, favoriser le grand remplacement. Nous sommes le seul et le dernier rempart contre ce destin funeste.



Patrick Sessler
Ancien député bruxellois

VISITE DU PARLEMENT BRUXELLOIS

avec Dominiek Lootens-Stael, chef du groupe Vlaams Belang



SAMEDI 23 AVRIL 2022
13:30 > 17:30

 Parlement bruxellois
Rue du Lombard 69, 1000 Bruxelles

Inscription obligatoire:
vlaamsbelangbrussel.be/bruparl



COLLOQUE-MEETING

SAMEDI 11 JUIN 2022
13:30 > 17:30

 Parlement bruxellois
Rue du Lombard 69, 1000 Bruxelles

Inscription obligatoire:
vlaamsbelangbrussel.be/meeting